

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grôner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADDIPLAST S.A.

Z.I. de Campine
43620 Saint-Pal-de-Mons

Références : UID4243-EAR-024-061
Code AIOT : 0005600255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement ADDIPLAST S.A. implanté Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 09/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADDIPLAST S.A.
- Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005600255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Addiplast est une société spécialisée dans le compoundage.
Son activité consiste à transformer des granulés plastiques en y apportant des caractéristiques spécifiques (couleur, résistance, élasticité....).

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 sur les PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de transmission de la liste des PFAS sous 1 mois
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de réalisation de campagnes d'analyse sur les rejets de Addikem (campagnes à réaliser le plus rapidement possible après établissement de la liste)
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait réaliser les 3 campagnes de mesures de PFAS et a transmis les résultats via GIDAF. Ces campagnes de mesures ont révélés la présence de PFAS.
L'exploitant a entrepris d'auditer ses fournisseurs pour comprendre l'origine de ces PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé 3 campagnes de mesures et transmis les rapports dans l'application GIDAF. Seul du PFNA a été retrouvé dans les effluents lors d'une des campagnes, il fait partie d'une des substances mises en œuvre sur le site.</p> <p>Toutefois, ces campagnes ont été réalisées rapidement pour respecter les délais de l'arrêté mais sans avoir finalisé la liste des PFAS demandée à l'article 1^{er} de l'arrêté.</p>

L'exploitant a entrepris de finaliser la liste des substances dans l'établissement.
Il va ainsi interroger ses fournisseurs et établir les liens entre les substances qu'il utilise et les résultats des campagnes de mesure réalisées.

Demande n°1 :

L'exploitant devra transmettre la liste des PFAS utilisés sur site sous 1 mois, notamment en interrogeant ses fournisseurs car les FDS ne mentionnent pas forcément ces substances.

Si cette liste met en évidence d'autres PFAS que les 28 déjà recherchés dans les 3 campagnes faites, il conviendra de planifier 3 nouvelles campagnes d'analyses comprenant ces PFAS nouvellement identifiés.

Par ailleurs, compte tenu que les 2 sites Addikem et Addiplast sont en fait considérés comme un seul site par l'exploitant qui va déposer une demande de modification pour en faire une seule ICPE, la liste des substances devra comprendre également les substances utilisées sur le site Addikem.

Type de suites proposées : Demande de transmission de la liste des PFAS sous 1 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant a réalisé 3 campagnes de mesures entre septembre et décembre 2023 concernant les PFAS. Il a demandé l'analyse de 28 PFAS et du paramètre AOF.

Demande n°2 :

Comme indiqué dans la demande n°1, si le site Addikem fait partie du même site qu'Addiplast, des analyses doivent également être faites sur les rejets d'Addikem à partir de la liste à établir sous 1 mois.

Type de suites proposées : Demande de réalisation de campagne d'analyse sur les rejets d'Addikem (campagnes à réaliser le plus rapidement possible après établissement de la liste).

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'organisme Eurofins qui a réalisé les campagnes d'analyse est accrédité pour les 20 PFAS comme demandé dans l'arrêté selon les accréditations disponibles en ligne actuellement. Néanmoins, l'exploitant devra fournir l'attestation d'accréditation de l'organisme à la date des analyses.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir l'attestation d'accréditation à la date des analyses
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés dans des conditions normales de fonctionnement
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Toutes les analyses ont été effectuées avec les quantifications demandées à l'exception de l'AOF en octobre (LA à 10µg/L mais avec une explication « en raison du caractère de la matrice »)/
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats via GIDAF dans les délais.
Type de suites proposées : Sans suite